

Entretien d'Europe
n°112
28 février 2022

De quelques vérités sur l'Ukraine et la Russie Par un diplomate chevronné

Quelle est votre lecture de la décision de la Russie d'envahir l'Ukraine ?

Avant d'y répondre, je souhaite commencer avec un point qui est trop peu évoqué dans les médias : le point de vue du président de l'Ukraine, Volodymyr Zelensky. Elu au cours d'une élection libre, honnête et démocratique, il a, dès sa prise de fonction, déclaré qu'il souhaitait s'entretenir avec son homologue russe pour essayer de régler, par le dialogue, la situation au Donbass. Je rappelle que, dans cette région, la Russie fait la guerre à l'Ukraine depuis 2014, donc depuis huit ans. Le conflit a provoqué à peu près 14 000 victimes des deux côtés et l'exode de plusieurs millions de personnes, certaines ayant décidé d'aller se réfugier côté russe et d'autres, beaucoup plus nombreuses, se sont réfugiées côté ukrainien.

Malgré cela, le président ukrainien n'a rien obtenu, il n'a même pas obtenu de dialogue puisqu'il a fallu que le président français, le chancelier allemand et le président américain insistent auprès du président russe pour qu'il y ait un dialogue russo-ukrainien qui n'a jamais vraiment pris.

Les 18-20 février, lors de la conférence sur la sécurité organisée chaque année à Munich, Volodymyr Zelensky a déclaré « nous n'avons ni armes, ni sécurité, mais nous voulons simplement avoir le droit d'exister ». Il a ajouté également « nous ne répondrons pas aux provocations de la Fédération de Russie et de Monsieur Poutine ». Voilà la position ukrainienne. C'est la position d'un pays qui cherche par le dialogue à régler un conflit et qui n'y est pas parvenu parce que la partie russe ne veut pas céder.

Concernant l'invasion russe, il faudra revenir sur la très longue réécriture de l'histoire à laquelle, une fois encore, le président russe a procédé le 21 février. Ce n'est pas la première fois qu'il aborde ce thème et il le fait toujours selon les mêmes idées, avec les mêmes pseudo-arguments, à savoir la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie forment un même peuple. Et pour essayer de le démontrer, il réécrit l'histoire longue de la Russie, de l'Ukraine et de toutes les nations slaves pour essayer de prouver qu'il n'y a jamais eu que la Russie et que les autres entités n'ont pas ou jamais existé. C'est une mythologie qui mène à des conflits, comme toutes les mythologies et toutes les réécritures de l'histoire auxquelles nous avons assisté au cours des siècles passés en Europe et récemment encore dans les Balkans occidentaux. Nous savons ce que cela a donné.

Si nous revenons au discours du président russe du 21 février, sur chaque point il ment. Depuis 2014, la Russie est entrée en Ukraine, sur les territoires des entités sécessionnistes de Donetsk et Lougansk. Il y a eu des violences et rebellions seulement parce que Moscou a envoyé ses hommes pour provoquer des troubles qui ont donné lieu à des sécessions. Depuis, ces entités ne vivent que parce qu'elles sont complètement armées et financées par Moscou, sans laquelle elles n'auraient pas pu tenir. C'est d'ailleurs ce qui a failli se passer en 2014-2015 quand Kiev a décidé de lancer ce qu'elle a appelé une *opération de police*. Ce n'est qu'après l'intervention massive de l'armée russe que l'armée ukrainienne a dû se replier sur ce qui est maintenant la ligne de contact autour de ces entités sécessionnistes. La bataille de Debaltseve menait par l'armée russe rappelait les images de la Seconde Guerre mondiale (chars, missiles, canons, etc.).

De quelques vérités sur l'Ukraine et la Russie Par un diplomate chevronné

Vladimir Poutine remet en question l'existence de l'Ukraine en tant qu'État. L'Ukraine est indépendante depuis 30 ans et Vladimir Poutine au pouvoir depuis plus de 20 ans. Cette remise en cause radicale est-elle nouvelle ?

Cette remise en cause radicale ne date pas d'hier. Il semblerait que le président * russe ne puisse pas concevoir que des peuples et des nations qui ont fait historiquement partie de l'ancienne Union soviétique puissent exister indépendamment de la Russie et faire leurs propres choix stratégiques.

Il ne voit jamais les choix démocratiques. Il y voit toujours la main de l'étranger qu'il faut combattre. C'est sa théorie. Dans le cas de l'Ukraine, il faut rappeler quelques dates. En 1991, un peu avant que Mikhaïl Gorbatchev ne constate la fin de l'Union soviétique, les Ukrainiens ont voté pour leur indépendance à 91%, c'est-à-dire avec l'approbation majoritaire des Russes d'Ukraine. Depuis l'Ukraine existe en tant qu'État, en tant que nation, elle a eu six présidents : Leonid Kravtchouk, Leonid Koutchma, Viktor Iouchtchenko, Viktor Ianoukovytch, Petro Porochenko et Volodymyr Zelensky. Tous ont été élus, que cela plaise ou non à Moscou, dans le cadre de compétitions électorales où il était possible que des candidats d'opposition se présentent. Les Ukrainiens ont donc choisi de vivre dans leur État et de construire à la fois leur État, puis la société et la nation ukrainiennes. C'est une nation qui se construit lentement malgré les difficultés, mais qui se construit.

Si nous revenons au discours de Vladimir Poutine du 21 février, Moscou ne considère pas l'existence d'une nation et d'un État ukrainiens. Pour lui, la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie, c'est un même peuple et une même nation. Il a nié l'existence de l'État ukrainien arguant que : « *le régime ukrainien est un régime fantoche, l'État ukrainien ne s'est jamais formé à cause de la corruption et du nationalisme, l'État ukrainien s'est construit en niant tout ce qui le liait à la Russie* ». On retrouve également cette idée d'un monde russe, avec les mêmes valeurs, qui devrait se recréer autour de la Russie.

Et puis, souvent la Fédération de Russie prétend devoir intervenir en dehors de ses frontières pour défendre des populations russes qui seraient menacées. Dans le cas de l'Ukraine cela est absolument faux. Quiconque a vécu à Sébastopol et en Crimée avant 2014 a très bien vu qu'il s'agissait d'une ville qui était pavée de deux drapeaux : le drapeau russe et le drapeau ukrainien.

Un port, une magnifique *rade*, qui abritait deux flottes issues de la flotte de la mer Noire de l'Union soviétique qui avaient été partagées par un accord entre l'Ukraine et la Russie en 1997.

Il y avait environ 25 000 soldats et marins russes, personne ne les menaçait et surtout, entre les populations des villes, à Sébastopol, mais aussi dans toutes les autres villes de Crimée, comme à Yalta, il y avait peu ou pas d'incidents entre les communautés. Il y avait des clubs russes, des restaurants russes, il y avait la maison des officiers russes. Tout cela se passait bien et il n'y avait pas de menaces. Certes, la Russie devait notifier à Kiev les déplacements de ses hommes et matériels militaires stationnés en Crimée, mais elle violait souvent cette obligation contractuelle. Où était la nécessité pour la Russie d'intervenir pour défendre ses citoyens ? Illusoire, elle n'existe pas. De même, la menace brandie contre l'usage de la langue russe en Ukraine. La majorité des ménages et des familles ukrainiennes sont bilingues. Il faut que les Russes comprennent qu'il est normal qu'un État demande à ses fonctionnaires et à ses médias d'État d'utiliser la langue de l'État, c'est ce que fait la Russie.

Comment cette invasion s'inscrit dans l'histoire récente de l'Ukraine ?

Vladimir Poutine est président de la Russie depuis 2000. En 2004 il y a eu des élections en Ukraine et un candidat que Moscou aurait préféré voir gagner, Viktor Ianoukovytch, n'a pas été élu.

Ce fut une première déception pour Moscou. En 2007, Vladimir Poutine intervient lors de la conférence de Munich sur la sécurité. Et à la stupéfaction de ces auditeurs, et notamment d'Angela Merkel, chancelière fédérale d'Allemagne, il tient des propos extrêmement musclés avec l'argument central que l'Occident exagère, qu'il ne tient pas ses promesses. Il prétend qu'il ne faut pas qu'il y ait d'élargissement de l'OTAN

en direction des frontières russes. Il faut pourtant mentionner qu'il n'y a jamais eu d'engagement écrit de qui que ce soit pour consentir à cela. Cela ne veut pas dire que dans l'histoire, et notamment dans l'histoire de la longue réunification allemande et dans l'histoire des relations américano-soviétiques et américano-russes de l'époque il n'y a pas eu de propos tenus. Mais nous n'en savons rien, car il n'y a pas d'enregistrements ou de documents écrits. Cela reste un principe de la société démocratique que chaque nation a le droit de choisir ses alliances, ses partenaires et ce, de manière tout à fait autonome et libre.

Le président ukrainien de l'époque, Viktor Ianoukovitch, a signé en avril 2010 un accord surprise par lequel la Russie consentait à une réduction d'environ 30% sur les tarifs du gaz livré à l'Ukraine et ceci sur une période de 10 ans. Cela représentait un sacrifice financier d'environ 2,8 milliards \$ par an, mais contre cette réduction de prix du gaz, il prolongeait l'accord qui permettait le stationnement de la flotte russe en mer Noire et à Sébastopol, stationnement qui était prévu par un accord bilatéral ukraïno-russe de 1997 pour durer jusqu'en 2017. Viktor Ianoukovitch le a prolongé jusqu'en 2014.

Une autre date à rappeler est évidemment novembre 2013. Au terme de longues négociations entre l'Union européenne et l'Ukraine, toujours présidée par Viktor Ianoukovitch, il était question de la possible signature à Vilnius d'un accord d'association avec l'Union européenne. Le président ukrainien a alors décidé de ne pas le signer, parce que probablement voulait-il, comme il avait essayé de le faire pendant sa présidence, de toujours marcher sur deux jambes, une jambe en direction de l'Union européenne et une jambe en direction de Moscou. Mais cette fois, cela n'a pas marché. C'est le début du Maïdan de la dignité, cette révolution qui a abouti à la fuite de Viktor Ianoukovitch en Russie et au fait que la Rada ukrainienne, appliquant la Constitution du pays, vote sa destitution. Le président de la Rada est devenu président par intérim et a organisé les élections qui, au printemps, ont été remportées par Petro Porochenko. À cela, la Russie crie au coup d'État anticonstitutionnel, ce qui est absolument faux, car il s'agit d'un côté de la lutte du peuple ukrainien contre le régime corrompu

de Ianoukovitch et d'autre part une succession selon les termes prévus par la Constitution de l'Ukraine.

À partir de là, la réaction russe est connue. Il y a les petits hommes verts qui apparaissent en Crimée, puis l'invasion de la Crimée a lieu et un soi-disant référendum est organisé sous les mitraillettes et autres kalachnikovs. Sans surprise il donne un résultat favorable au rattachement de la Crimée à la Russie. Comme par hasard le lendemain le Parlement et le gouvernement russes entérinent ce rattachement qui fait de Sébastopol et de la Crimée deux nouvelles entités de la Fédération de Russie.

Pour la Russie, cela ne suffisait pas. Il y a eu les troubles au Donbass et, depuis maintenant huit ans, l'Ukraine souffre d'une guerre fomentée par le côté russe. L'invasion à laquelle nous assistons depuis le 24 février concerne l'ensemble des territoires de l'Ukraine à qui Poutine a déclaré la guerre. C'est quand même le comble, l'incendiaire se prétendant pompier.

Quelle devrait être selon vous la réponse européenne et dans quel cadre devrait-elle s'inscrire ?

Ce qui se passe actuellement autour de l'Ukraine est un test pour la cohésion des États membres. Jusqu'ici, cette cohésion a été assez remarquable malgré certaines tentatives de cavaliers seuls regrettables. Quand on est un État membre de l'Union européenne, on souscrit à des principes que l'on partage et respecte. Jusqu'ici cette cohésion est tout à fait remarquable. Il faut l'encourager, tout en marquant aussi, évidemment, que la politique de Moscou tente depuis des années de jouer les uns contre les autres. Elle n'a pas réussi jusqu'ici.

La réponse de l'Union européenne et des États membres à cette crise a toujours été de chercher à nourrir et développer le dialogue avec la Russie pour essayer de sortir de cet affrontement. La priorité a été clairement donnée à la diplomatie, à la négociation et il n'a jamais été question, du côté de l'Union européenne, de ne pas parler à la Russie de Vladimir Poutine. On a peut-être fait à l'Union européenne et à ses États membres le reproche de ne pas vouloir de dialogue avec la Russie mais c'est complètement faux. Et jusqu'au 21 février,

De quelques vérités sur l'Ukraine et la Russie Par un diplomate chevronné

toutes les conversations diplomatiques qui ont eu lieu entre capitale russe et capitales européennes montrent qu'il n'en est rien, on a privilégié le dialogue, mais un dialogue dans la fermeté.

On n'a pas été entendu, c'est tout à fait regrettable, et maintenant cela ne laisse pas beaucoup d'autre choix à l'Union et à ses États membres que de mettre en œuvre des sanctions économiques contre la Russie qui agresse son voisin. On ne peut pas la laisser faire sans agir. Mais il est aussi clair que les États européens et les États-Unis n'envisagent pas à ce stade de réaction d'ordre militaire.

Dans ce contexte, il faut rappeler que, depuis son indépendance, l'Ukraine vivait avec la garantie de trois accords signés par la Russie.

Premier accord : le mémorandum de Budapest du 5 décembre 1994 qui concernait la Russie, l'Ukraine, le Kazakhstan, le Biélorussie, les États-Unis et le Royaume-Uni (la France s'y joint plus tard). Conformément à ces dispositions, l'Ukraine s'est défaita du stock d'armes nucléaires hérité de l'arsenal de l'Union soviétique qui était sur son territoire et l'a rendu à la Russie, et c'est important, elle l'a fait en rejoignant le traité de non-prolifération nucléaire contre la garantie du respect par la Russie et par les autres signataires du mémorandum de Budapest de son intégrité territoriale, de l'inviolabilité de ses frontières et du respect de sa souveraineté.

Je rappelle brièvement les dispositions de cet accord :

- respect de l'indépendance, de la souveraineté de l'Ukraine dans ses frontières,
- abstention de toute menace ou usage de la force contre l'Ukraine,
- abstention d'utiliser la pression économique sur l'Ukraine en vue d'influencer sa politique,
- nécessité de demander l'aval du Conseil de sécurité des Nations unies si les armes nucléaires sont utilisées contre l'Ukraine,
- abstention d'utiliser les armes nucléaires contre l'Ukraine,
- consultation des autres partenaires si des questions se posent au sujet de ces engagements.

Le deuxième texte, dont l'Ukraine bénéficiait pour sa garantie, signé par la Russie, est le traité d'amitié, de coopération et de partenariat du 31 mai 1997, entré en vigueur en 1999 après ratification des deux parlements ukrainien et russe. Ce traité rappelait le respect de l'intégrité du territoire et de l'inviolabilité des frontières de l'Ukraine, l'engagement mutuel à ne pas utiliser son territoire pour porter atteinte à la sécurité de l'autre, et un partenariat stratégique entre les deux États. Il a été renouvelé de manière automatique. Il a expiré le 31 mars 2019, parce qu'après 2014 et l'annexion de la Crimée et l'agression contre le Donbass, le président ukrainien Petro Porochenko a fait savoir en septembre 2018 qu'il ne souhaitait pas voir prolongée la validité de ce traité.

Le troisième accord est celui d'avril 2010, signé par les présidents russe Dmitri Medvedev et ukrainien Viktor Ianoukovitch.

Donc il existe trois documents revêtus de la signature de la Russie et qui, tous les trois, n'ont pas été respectés par ... la Russie. Cela signifie veut dire que s'il faut négocier avec la Russie et son président, il convient de la faire de manière très réaliste en sachant que le monde ayant changé, la Russie s'est permise de s'affranchir des engagements pris. Cela rend la négociation actuelle très difficile.

À partir de votre expérience, comment voyez-vous ce que les Ukrainiens attendent de leur propre avenir ?

Ils seraient mieux capables que moi de répondre à cette question qui les concernent directement. Mais je tiens à souligner que depuis l'indépendance de l'Ukraine, et surtout depuis 2014, il y a eu une profonde évolution dans l'état de l'opinion, en ce qui concerne les relations internationales, et les relations avec l'Union européenne, l'OTAN et la Russie. L'Union européenne a été assez rapidement conçue comme un ensemble dont la population ukrainienne et les dirigeants ukrainiens avaient envie de se rapprocher et, à cette fin, il y a eu de nombreuses conversations pour préparer ce rapprochement, entamé en 2018 lorsque le président Porochenko a pu signer l'accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine, ce qui n'avait pas été possible auparavant.

Pour ce qui est de l'opinion ukrainienne, sans faire de l'Union européenne un paradis absolu, elle a considéré depuis le début, mais de manière croissante, que l'Europe était le régime politique démocratique et la société à la fois ouverte, libérale au sens de progrès économique et de liberté individuelle et collective que les Ukrainiens souhaitaient avoir chez eux.

Concernant l'OTAN, il y a eu un changement profond : au début de l'indépendance ukrainienne, cette question n'était absolument pas envisageable et l'opinion ukrainienne ne souhaitait alors pas rejoindre l'organisation du traité de l'atlantique-nord. L'Ukraine voulait avoir de bonnes relations avec la Russie et la société ukrainienne n'était pas *a priori* hostile à la Russie. Cela s'explique de manière d'une part du fait de leur appartenance commune à l'ancienne Union soviétique, d'autre part par les nombreux liens personnels, familiaux et professionnels entre les deux peuples et cela ne s'oublie pas du jour au lendemain.

Mais depuis 2014, à leur grande surprise, les Ukrainiens ont dû s'habituer petit à petit avec l'idée que la Russie n'était pas un voisin calme et pacifique, qu'elle était devenue un adversaire dont il fallait se méfier, et dont il faut maintenant se défendre. Il faut rappeler qu'en 2014 l'Ukraine avait, par la volonté de Viktor Ianoukovytch, un statut « d'État hors bloc » et que ce statut ne l'a absolument pas protégé de l'agression russe.

L'évolution de l'opinion publique ukrainienne s'est

traduit par le fait que le nombre d'Ukrainiens qui se disaient favorables à l'adhésion éventuelle de leur État à l'OTAN est passé d'un niveau inférieur à 30% avant 2014 à un niveau beaucoup plus élevé autour de 60-70%.

Maintenant que tout le territoire ukrainien est soumis à la guerre lancée par Poutine, la solidarité avec la population ukrainienne s'impose.

Pour aller plus loin :

Et parvenir à saisir la complexité de la situation, je recommande la lecture de trois ouvrages :

- le roman de Benoît Vitkine, [Donbass](#). Je me permets de lire une phrase de l'épilogue: « *la mer d'Azov était en train de passer sous contrôle russe. L'annexion était silencieuse, presque sans incident, mais elle paraissait inexorable. Aucun plan de paix ne pouvait garantir à l'Ukraine un contrôle effectif de ses frontières* ».
- Puis, je voulais recommander les [Récits](#) d'Oleg Sentsov
- et [Donbass : un journaliste en camp raconte](#) de Stanislav Aseyev.

Jacques Faure,

Ancien Ambassadeur français en Ukraine (2008-2011)

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.